

CE MONDE QUI BOUGE

Micmac à l'égyptienne

Au «coup d'Etat constitutionnel» de l'armée – dissolution du Parlement et de la Constituante le 16 juin dernier – privant le

nouveau chef d'Etat égyptien, Mohamed Morsi, de l'essentiel de son pouvoir législatif, ce dernier a répliqué dimanche 8 juillet par un «contre-coup d'Etat constitutionnel» : il a rétabli par décret l'Assemblée du peuple. Et, sans



Par Hassane Zerrouky

attendre, mardi dernier, défiant l'armée, la Chambre basse s'est réunie sous la présidence de Saad Al-Katani, issu, tout comme le chef de l'Etat égyptien, des rangs des Frères musulmans. Sans, cependant, les députés libéraux et progressistes qui ont boycotté cette session parlementaire quelque peu spéciale. Deux des figures de proue de la mouvance libérale et progressiste, l'ex-directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed Al-Baradei, et l'ex-candidat de gauche Hamdane Sahabi, arrivé en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle (moins d'un million de voix le sépare de Mohamed Morsi), ont d'ailleurs qualifié la décision du chef de l'Etat d'annuler la dissolution du Parlement, d'«agression contre la justice». Tandis que d'autres élus dénonçaient l'ingérence du chef de l'Etat dans la justice ! Mais alors que l'on s'attendait à ce que l'armée empêche la tenue de cette session, l'institution militaire s'est bornée à appeler au respect de «la loi et de la Constitution». Tout en appelant au dialogue, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, dont le pays (les Etats-Unis) surveille la situation égyptienne comme le lait sur le feu, n'en soutient pas moins que «les «Égyptiens devraient obtenir ce pour quoi ils se sont battus et ceux pour qui ils ont voté, à savoir un gouvernement élu qui prend des décisions pour que le pays avance». Leurs alliés allemands se disent confiants que l'Égypte surmontera cette nouvelle épreuve. En visite au Caire, le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a indiqué que Mohamed Morsi lui avait assuré qu'il respectait l'autorité de la Haute Cour constitutionnelle (HCC) en dépit du décret suivant lequel il a ordonné le rétablissement du Parlement jugé invalide par la Cour ! «Le nouveau président, le premier à être démocratiquement élu, m'a assuré que son but n'était pas de mettre en doute la décision de la Cour constitutionnelle mais qu'il s'agit plutôt de voir comment organiser l'application du jugement» a-t-il poursuivi. Mais alors à quoi joue le «raïs» égyptien ? En fait, croient savoir des politologues égyptiens et une partie des médias cairotés, Mohamed Morsi n'aurait pu défier l'armée sans l'aval de Washington avec qui il a noué des liens bien avant son élection à la tête de l'Etat. De plus, les Etats-Unis sont assurés que l'Égypte respectera tous ses engagements internationaux, y compris le traité de paix de 1979 avec Israël. Mohamed Morsi l'a d'ailleurs réitéré au chef de la diplomatie allemande. En prenant de court l'institution militaire, Mohamed Morsi a voulu reprendre la main. Disposant de la légitimité des urnes, il ne veut pas passer pour une potiche, voire un pantin. Mais, le fait d'avoir été élu par un peu plus de 25% des électeurs inscrits – autrement dit, près de 75% des Égyptiens n'ont pas voté pour lui ou se sont abstenus – fait qu'il dispose d'une marge de manœuvre bien relative dans un pays sans gouvernement. Aussi, jouant sa crédibilité, Mohamed Morsi cherche-t-il à négocier, au terme de cette épreuve de force, rien moins qu'un compromis lui permettant d'assumer ses responsabilités présidentielles et, partant, mener à bien son «plan de réformes des 100 jours» dans un pays miné de surcroît par une crise sociale qui va en s'aggravant. Et dont on ne manquera pas de lui imputer la responsabilité. Mais manque de pot, voilà que la Haute Cour constitutionnelle a décidé mardi de suspendre le décret du président Mohamed Morsi qui ordonne au Parlement de siéger à nouveau. La veille, elle avait prévenu que ses jugements s'imposaient à toutes les institutions de l'Etat. Réunie d'urgence, elle avait précisé qu'elle n'était pas habilitée à revenir sur le décret du chef de l'Etat, mais qu'elle examinerait, le lendemain mardi, les recours contestant la constitutionnalité de la décision présidentielle. Après ce rebondissement de dernière minute, la question est de savoir ce que fera le président Morsi. Ira-t-il vers une épreuve de force majeure ou alors cherchera-t-il un compromis avec les militaires, compromis parrainé par Washington qui ne veut pas voir l'Égypte, pion essentiel de sa stratégie dans cette région du monde, sombrer dans un chaos destructeur.

H. Z.

PENSÉE

Ce jeudi 12 juillet 2012, cela fait une année depuis que nous a quittés notre mari, père, grand-père et beau-père

LEHAMEL MOHAMED

Sa femme, ses enfants, ses beaux-fils et belles-filles et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE

Une affaire qui «inquiète», affirme Zerguine

La forte baisse des prix du pétrole, observée actuellement, est une «affaire qui nous inquiète», affirme le président-directeur général du groupe Sonatrach, laissant néanmoins entendre que les investissements projetés ne sont pas remis en cause et semblant rassurant quant à d'éventuelles pertes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)

Abdelhamid Zerguine, qui a animé hier une conférence de presse, la seconde depuis sa prise de fonctions, a estimé que la forte baisse du prix du pétrole, observée depuis plus de trois mois, est une «affaire à suivre qui nous inquiète». Selon le P-dg de Sonatrach, le recul des prix d'un pic à 125,45 dollars en mars dernier à 95 dollars en moyenne en juin suscite, ce faisant, l'interrogation. Dans la mesure où les crises politiques et économiques dans le monde, couplées à la fébrilité de la croissance économique en Chine, en Inde et dans certains pays émergents ont, certes, «probablement accentué cette baisse», relève M. Zerguine. Néanmoins, il constate que «cette dernière ne semble pas résulter des seuls fondamentaux du marché ni des enjeux spéculatifs». Et d'autant qu'«apparaissent les augmentations injustifiées de la production au sein de l'OPEP», relève le patron de Sonatrach, imputant tacitement la responsabilité de cette chute à l'excès de production de l'Arabie saoudite notamment.

Déjà 15 découvertes d'hydrocarbures en 2012

Pour autant, la conjoncture ne semble pas totalement défavorable, eu égard aux résultats, au demeurant positifs, que Sonatrach a obtenus lors de ce premier semestre 2012. A ce propos, Abdelhamid Zerguine a indiqué que sa compagnie qui a produit pour 102,4 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) a exporté pour 57,2 millions de TEP. Ainsi, la compagnie a réalisé un

chiffre d'affaires à l'exportation à fin juin atteignant 37,7 milliards de dollars, en hausse de 15% par rapport à la période similaire de l'année dernière.

Et dans le contexte où le prix moyen du Sahara Blend s'est établi à 113,4 dollars le baril à fin juin 2012 contre 112,9 dollars à fin juin 2011. Dans ce cadre, la fiscalité pétrolière a atteint 2 230 milliards de dinars à la fin juin 2012. Le conférencier a également indiqué que Sonatrach a réalisé en effort propre 15 nouvelles découvertes d'hydrocarbures, pour 54 millions de TEP de réserves découvertes en place, essentiellement en gaz et à Hassi Berkine.

Les investissements projetés ne sont pas en danger

Par ailleurs, le P-dg semble confiant sur la poursuite des divers investissements projetés sur le moyen terme (2012-2016), indépendamment de la conjoncture, car incontournables et «stratégiques» au demeurant pour Sonatrach qui dispose de capacités de financement. Voire, il se montre rassurant quant à d'éventuelles pertes. Car pour Abdelhamid Zerguine, «le poids de Sonatrach est par ses réserves et non par ses ventes».

Estimés à 80 milliards de dollars et visant une production de 1,12 milliard de TEP, ces investissements couvrent l'amont (intensification de l'exploration des hydrocarbures, dans le sud-ouest et le nord du pays, dans l'offshore ainsi que pour les gaz non conventionnels tels que les gaz de schiste).

A ce propos, l'on observe que si le potentiel d'hydro-

carbures non conventionnels semble plus que prometteur et que Sonatrach escompte de poursuivre le programme d'exploration en effort propre, le recours au partenariat s'avère toutefois nécessaire. Ce qui reste loin d'être évident, au-delà de la problématique logistique et financière puisque le coût d'un seul puits équivalait à 200 millions de dollars. En outre, le programme à moyen terme concerne l'aval (réalisation de plusieurs nouvelles raffineries et poursuite d'un programme de réhabilitation des raffineries existantes, sans impact négatif sur la couverture des besoins en carburants, précise-t-on).

Ce programme porte également sur le développement de la pétrochimie, en partenariat exclusivement, avec de grands groupes internationaux que Abdelhamid Zerguine invitera à la négociation directe.

Et pour ceux à l'international ?

La conjoncture n'impacte pas négativement sur les investissements à l'international pour lesquels Sonatrach a consacré en 2011 un montant de 64 millions de dollars et en a engrangé pour 350 millions de dollars de bénéfices. Et cela, même si la compagnie

algérienne s'est «désengagée» des projets offshore lancés, en partenariat avec le norvégien Statoil, en Égypte, qui s'adjuge 42% des investissements à l'international. Motivant ce désengagement par l'absence de résultats probants en matière d'exploration, Abdelhamid Zerguine se veut néanmoins rassurant quant aux autres activités lancées à l'international, notamment l'exploitation du gisement de Camiséa au Pérou ou le trading de gaz et le transport de gaz, et où «on est gagnants», dira-t-il.

Et d'ajouter que l'investissement à l'international est toujours risqué et dont la rentabilité n'est pas toujours évidente et dépend du long terme. Evoquant justement le projet du gazoduc Galsi devant relier l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne et suspecté d'échec, le P-dg de Sonatrach a indiqué que la décision finale d'investissement a été reportée au mois de novembre 2012.

Et cela d'autant que si les discussions techniques ont été closes, celles d'ordre commercial restent pendantes, le souci de valoriser les investissements à consentir restant posé et l'Algérie voulant maintenir les formules de prix de vente dans le cadre des contrats à long terme.

C. B.

La gestion sociale à Sonatrach, c'est «fini»

La gestion sociale, c'est «fini», assure le P-dg de Sonatrach. Selon Abdelhamid Zerguine, le mode de traitement des demandes d'intégration des travailleurs d'autres sociétés, lésés dans leurs droits, au sein de la compagnie, ne peut continuer. Certes, la flexibilité est de mise, dira-t-il, mais sans impacter cependant sur la gestion entrepreneuriale. Et cette flexibilité, Abdelhamid Zerguine la souhaite également concernant la passation des marchés publics. En ce sens, il sollicite des pouvoirs publics davantage de «souplesse», concernant la passation des marchés.

Et cela, dans le contexte où la pénalisation des actes de gestion, censée pourtant abrogée, continue de brider, telle une épée de Damoclès, l'entrepreneurs des managers publics.

C. B.

HYDROCARBURES

La Fédération du pétrole exige un dialogue avec Yousfi

Entre la Fédération des travailleurs du pétrole et du gaz (FNTPGC), affiliée à l'UGTA, et le département de l'Energie et des Mines rien ne va plus.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)

- Le désintéressement que semble porter le premier responsable du département aux représentants des travailleurs est à l'origine de la colère du syndicat de ces derniers. C'est du moins, ce qui ressort de la lettre adressée par la FNTPGC et portant la signature de son secrétaire général Sid Ali Beldjerdi. Ce dernier s'est insurgé

contre l'attitude affichée à son égard par le secrétaire général «qui dans, une communication téléphonique, nous a fait savoir que vous l'avez chargé de tenir la réunion, dont il est question avec la FNTPGC». «Nous ne manquerons pas de rappeler, dans ce cadre, le ton ferme et autoritaire dont il a usé lors de cette conversation. Cette façon de procéder nous interpelle à plus d'un titre et nous invite à rappeler que la FNTPGC n'a jamais été un organe dépendant du ministère de l'Energie et des Mines. Bien au contraire, elle a toujours été un partenaire social officiel par excellence», lit-on

dans la lettre. Et d'ajouter : «Nous avons toujours entretenu des relations excellentes et privilégiées avec le ministère de l'Energie et des Mines. Un état de relation qui nous a aidé à relever les défis du secteur et à répondre à toute situation. C'est dire que nul ne peut ignorer ou occulter les sacrifices et les efforts consentis par la FNTPGC à ce sujet.» En d'autres termes, les syndicalistes de la FNTPGC n'ont pas admis l'attitude affichée à leur égard par la tutelle, qui ne semble «pas opter, du moins pour le moment, pour un échange de points de vue sur les questions du secteur».

A. Bettache